

## Pompiers, gendarmes et architectes de l'intégration européenne

*par Valentin Kreiling, assistant de recherche à Notre Europe*

**Synthèse de la conférence-débat « A Federal Europe – The only way to save the euro and the EU? » (Une Europe fédérale : le seul moyen de sauver l'euro et l'UE ?) co-organisée par Notre Europe et le European Policy Centre le 12 juillet 2012 à Bruxelles.**

Les intervenants suivants ont été invités à répondre à cette question d'actualité :

- **Gaëtane Ricard-Nihoul**, analyste politique à la Commission européenne et membre du conseil d'administration de *Notre Europe* ;
- **Luuk Van Middelaar**, plume du président du Conseil européen Herman Van Rompuy ;
- **Pieter Cleppe**, directeur du bureau bruxellois d'Open Europe ;
- **Janis A. Emmanouilidis**, analyste politique senior au European Policy Centre.

Le débat, ouvert par **Yves Bertoncini**, secrétaire général de *Notre Europe*, a été modéré par **Tim King**, rédacteur en chef de *European Voice*. Il s'est conclu par un échange de questions et réponses avec le public. Cette synthèse tâche de reprendre les questions clés abordées pendant la conférence.

### **1. Quelles actions en faveur d'une plus grande intégration ?**

#### **1.1 Des « petits pas en avant » ?**

- Les États membres ont été placés face à leurs responsabilités par un cadre commun et, finalement, contraignant. L'instauration de l'euro et la décision d'adopter cette monnaie était un pas important dans cette direction. D'autres « **petits pas en avant** » ont suivi et même la proposition d'union budgétaire consiste en une série de petits pas<sup>1</sup> (Luuk Van Middelaar).
- Cependant, la multiplication des petits pas a des limites. L'heure est donc venue de **définir une vision claire** de la future architecture de l'Union européenne<sup>2</sup> (Gaëtane Ricard-Nihoul).

#### **1.2 « Un bricolage ambitieux » ou une Union plus décentralisée ?**

- Le **rapport « Vers une véritable Union économique et monétaire »**<sup>3</sup> publié par les présidents de quatre des principales institutions de l'UE (Herman Van Rompuy, José Manuel Barroso, Jean-Claude Juncker, Mario Draghi) fin juin constitue une feuille de route dont l'adoption et la mise en œuvre pourraient renforcer, dans la décennie à venir, le degré d'intégration budgétaire,

<sup>1</sup> Luuk Van Middelaar, *Le passage à l'Europe : histoire d'un commencement*, Gallimard, Paris, 2012.

<sup>2</sup> Gaëtane Ricard-Nihoul, *Pour une fédération européenne d'États-nations – La vision de Jacques Delors revisitée*, Notre Europe/Larcier, 2012 et [synthèse de l'ouvrage](#) par Yves Bertoncini, *Notre Europe*, avril 2012.

<sup>3</sup> Conseil européen, [Vers une véritable Union économique et monétaire](#), rapport du président du Conseil européen Herman Van Rompuy, 26 juin 2012.

économique et, finalement, politique de l'UE, et notamment de la zone euro. Ceci pourrait ainsi être qualifié de « bricolage ambitieux » (*ambitious muddling through*)<sup>4</sup> (Janis A. Emmanouilidis).

- Puisque les citoyens n'acceptent pas une Union européenne supranationale, une UE plus décentralisée est nécessaire. Certains États membres pourraient ne pas être en mesure de rester dans l'union monétaire mais d'autres aspects, tels **les quatre libertés, constituent des fondations solides** (Pieter Cleppe).

## **2. Quelles solutions adopter ?**

### ***2.1 Se conformer aux conclusions du Conseil européen de juin 2012***

- L'accord portant sur une feuille de route pour les quatre présidents, qui les invite à soumettre un nouveau rapport lors des Conseils européens d'octobre et décembre 2012, constitue **la première des quatre étapes vers une plus grande intégration**. La dernière partie du projet de rapport (sur le thème de la légitimité) aurait néanmoins nécessité la contribution d'un cinquième président, celui du Parlement européen (Janis A. Emmanouilidis).
- La feuille de route suggère l'idée d'un **transfert de pouvoirs des États membres vers le « centre »** et de leur intégration à des cadres contraignants. L'Europe sera en effet plus forte si elle regroupe les acteurs nationaux selon un modèle intergouvernemental. D'ailleurs, le « centre » ne peut dicter les choix économiques, sociaux et budgétaires des États membres que s'ils sont « sous programme », comme la Grèce et le Portugal (Luuk Van Middelaar).

### ***2.2 Avancer avec une vision claire pour l'avenir, une « fédération d'États-nations » ?***

- Il est important de prendre conscience que l'Union européenne est déjà une fédération. Une conception commune du fédéralisme, au sens que lui a donné **Jacques Delors dans son concept de « fédération européenne d'États-nations »**, pourrait reposer sur la définition du philosophe français Olivier Beaud et la distinction entre État, empire et fédération. La centralisation ne devrait pas être assimilée au fédéralisme, qui devrait consister à construire des ponts entre la démocratie européenne et les démocraties nationales (Gaëtane Ricard-Nihoul).
- La tentation est forte de faire un grand bond en avant afin de renforcer le sens de la coresponsabilité. D'ailleurs, les responsables politiques commencent à envisager des réponses plus systémiques. En réalité, il faut à la fois des réponses à court terme et une vision à long terme. **En effet, pour que les investisseurs achètent des obligations à dix ans, les États membres doivent savoir et faire savoir à quoi ressemblera l'Union économique et monétaire dans dix ans !** Il convient toutefois de choisir avec soin les instruments à utiliser, de veiller à la pleine participation de tous les acteurs et de ne pas construire l'Europe contre des opinions hostiles. À présent que le feu est éteint, les États membres se sont entendus pour maintenir l'ordre afin de permettre l'application des règles. De petits pas pragmatiques semblent donc préférables (Luuk Van Middelaar).
- La question du fédéralisme est pertinente. Les responsables, y compris le Premier ministre britannique David Cameron, prônent maintenant un **« saut fédéral » de la zone euro** car il est difficile d'avoir une monnaie commune si les économies ne convergent pas. Certains points doivent cependant être repensés : une zone euro fédérale prévoyant des transferts budgétaires résoudra-t-elle la crise actuelle ? Dans le cas de l'Espagne, les économies plus fortes de la zone euro pourraient payer mais cela ne créerait pas d'emploi (Pieter Cleppe).

---

<sup>4</sup> Janis A. Emmanouilidis, "[The prospects of ambitious muddling through – the results of an EU Summit in deep crisis mode](#)", *Post-Summit Analysis*, July 2012.

- Si **l'idée d'États-Unis d'Europe ne suscite pas d'engouement**, il est nécessaire de renforcer l'intégration. Celle-ci peut toutefois se passer d'une « finalité », qui serait même problématique et source de dissensions entre les États membres et en leur sein. C'est pourquoi, comme par le passé, une approche pragmatique devrait être et sera privilégiée : « le bricolage » restera le leitmotiv commun (Janis A. Emmanouilidis).

### **3. Quels sont les défis à venir ?**

#### ***3.1 Le processus et les blocages à venir***

- Les défis à venir réclament des solutions plus ambitieuses que celles reposant sur le plus petit dénominateur commun : il ne s'agit pas simplement de bricoler mais de bricoler « de manière ambitieuse ». En parallèle, il convient de garder à l'esprit que les décisions doivent être ratifiées au niveau national (Janis A. Emmanouilidis).
- **L'UE fait actuellement face à trois blocages** liés aux compétences, à la gouvernance et à la démocratie, autrement dit « qui fait quoi ? », « qui décide ? » et « comment les décisions sont-elles prises ? ». Pour les surmonter, une autre Convention est nécessaire (Gaëtane Ricard-Nihoul).

#### ***3.2 Questions institutionnelles non résolues***

- **Les questions institutionnelles sont sans doute les plus difficiles à régler.** Ainsi, la Commission européenne pourrait être un organisme plus politique, jouissant d'une plus grande légitimité mais sa pleine politisation serait nuisible à son rôle de défenseur de l'intérêt général européen. Une autre question cruciale est celle de la taille de la Commission (Gaëtane Ricard-Nihoul).
- Or, l'ingénierie institutionnelle requiert de la prudence. Ainsi, **de nouvelles « doubles casquettes »**, comme celle d'un « Jean-Claude Rehn », qui assumerait les fonctions de président de l'Eurogroupe et de commissaire chargé des affaires économiques, **ne peuvent pas résoudre tous les problèmes** (Luuk Van Middelaar).